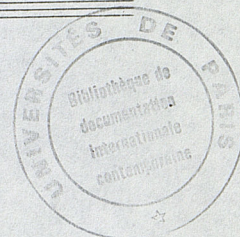




# ENFOPRENSA

AGENCIA CENTROAMERICANA DE NOTICIAS



6° année / N° 290

du 4 au 12 octobre 1988

## POLITIQUE

On commente l'éventuelle participation de l'URNG au dialogue national  
La CNR convoque au dialogue national ce mois-ci  
La participation de l'URNG au dialogue national est exigée  
Le pacte social agonise  
L'URNG : Le crime politique fait partie de la vie quotidienne  
Cerezo favorable à la réélection  
Une bombe éclate près de la résidence du président  
Indépendance totale pour le Centre d'études de l'armée  
L'armée capture des paysans dans le Solola  
Un maire assassiné  
Une enquête sur les abus des PAC

## INSURRECTION

L'armée a subi 114 pertes en septembre

## MOUVEMENT POPULAIRE

Répression policière contre des grévistes  
Des syndicats appuient la grève de Santo Tomas  
Des travailleurs occupent une usine textile

## DROITS DE L'HOMME

9 personnes assassinées dans le Peten  
Condamnation internationale du gouvernement guatémaltèque

4° P. 12315



POLITIQUE

ON COMMENTE L'EVENTUELLE PARTICIPATION DE L'URNG AU DIALOGUE NATIONAL

Le 4 octobre la Commission nationale de réconciliation (CNR) s'est réunie avec l'Association des diplomates en poste au Guatemala. Les principales questions du corps diplomatique ont tourné autour du conflit armé interne et de l'éventuelle participation de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) au dialogue national. Ce dialogue devrait débuter ce mois-ci. Monseigneur Quezada Toruno, président de la CNR, l'écrivain Teresa Bolanos et le dirigeant politique Jorge Serrano ont reconnu que le président Cerezo et l'armée étaient les principaux opposants à la participation de l'URNG au dialogue. Ni l'un, ni l'autre ne sont disposés à offrir des garanties aux représentants de l'URNG s'ils se présentent dans la capitale pour prendre part au dialogue.

La CNR a confirmé qu'elle n'accepterait aucune aide financière ou matérielle du gouvernement, afin de maintenir "la plus grande indépendance". Sa rencontre du mois dernier avec l'URNG au Costa Rica est jugée positive ; néanmoins, il semble que de nombreux obstacles subsistent à une reprise du dialogue entre le gouvernement et l'insurrection.

LA CNR CONVOQUE AU DIALOGUE NATIONAL CE MOIS-CI

Le 5 octobre, la CNR a fait savoir qu'elle appellerait formellement à l'ouverture du dialogue entre tous les secteurs intéressés ; les discussions du pacte social, actuellement en cours entre le gouvernement et le patronat n'affecteront pas sa détermination. La CNR compte fixer l'agenda des discussions et déterminer le siège de l'événement ; tous les secteurs désireux de participer et qui l'estimeront possible pourront également proposer des thèmes de discussions.

LA PARTICIPATION DE L'URNG AU DIALOGUE NATIONAL EST EXIGEE

Des sympathisants et des militants des organisations de guérilla intégrantes de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) ont peint des slogans sur les murs de la cité universitaire et des zones du sud de la capitale, ainsi que sur des autobus pour exiger la participation de l'insurrection au dialogue national. Le slogan "sans l'URNG, pas de solution" exprimait le désir de voir l'insurrection représentée et active au sein du dialogue national qui devrait débuter dans le courant du mois.

LE PACTE SOCIAL AGONISE

Un mois après l'ouverture, à l'initiative du gouvernement démocrate-chrétien, des conversations du pacte social, deux centrales syndicales-la Coordination syndicale unitaire (COSU) et la Centrale générale des travailleurs du Guatemala (CGTG)-ont annoncé leur retrait, après avoir accusé le président Cerezo de faire traîner à dessein les discussions en longueur. Selon les deux centrales, de tendance démocrate-chrétienne, le gouvernement Cerezo ne respecte pas la législation du travail et s'est systématiquement refusé à prendre des mesures politiques et économiques en faveur de la population.

Le 22 septembre, le secteur patronal, représenté par le Comité de coordination des associations agricoles, commerciales, industrielles et financières (CACIF), s'est retiré du pacte.

L'URNG : LE CRIME POLITIQUE FAIT PARTIE DE LA VIE QUOTIDIENNE

Dans son émission du 7 octobre, la station de radio Voz popular, organe de l'URNG, a affirmé que la répression sévissait toujours à la ville comme à la campagne, trois après l'accession à la présidence de Vinicio Cerezo. "Le crime politique, les disparitions et les enlèvements font partie de la vie quotidienne au Guatemala" ; les responsables de ces violences sont les forces de sécurité



du gouvernement et les services de renseignements de l'armée (G-2) ; se présentant en civil, "ils raptent, torturent, assassinent, font des perquisitions et massacrent les habitants". L'armée guatémaltèque viole les accords internationaux sur la guerre ; Voz popular dénonce l'utilisation des patrouilles civiles et des habitants pour marcher en tête de ses formations de combat dans l'ouest et le nord-ouest du pays.

#### CEREZO FAVORABLE A LA REELECTION

Le 5 octobre, le président Cerezo s'est prononcé en faveur de la réélection des autorités élues par le peuple, procédure possible dans toutes les démocraties : "A la différence de ce qui se produit sous les dictatures, la réélection du président, des députés et des maires, constituerait un pas de plus vers la démocratie". Le 9 octobre, la majorité des partis politiques reconnus a émis des doutes sur cette possibilité et fait remarquer qu'elle est contraire à la Constitution.

#### UNE BOMBE ECLATE PRES DE LA RESIDENCE DU PRESIDENT

Le 5 octobre, une bombe de puissance moyenne a explosé à la hauteur de la 1ère rue et de la 3° avenue de la zone 1 de la capitale. Cette explosion s'est produite très près de la résidence du président (située derrière le Palais national), au moment où le président tenait le conseil des ministres. L'explosion a été entendue à deux kms à la ronde ; Francisca Duran et Silvia Dinorah Gamarro ont été blessées.

#### INDEPENDANCE TOTALE POUR LE CENTRE D'ETUDES DE L'ARMEE

Le 6 octobre, Leonel Brolo Campos, membre du Conseil de direction du Congrès de la République, a fait savoir que le Centre d'études stratégiques pour la stabilité nationale serait une entité permanente, juridiquement et financièrement indépendante ; deux cours semestriels seront proposés aux civils. Les membres des secteurs paysan, ouvrier, patronal, militaire, politique, étudiant et religieux seront représentés dans le centre, "afin qu'ils aient les éléments indispensables lorsqu'ils prennent des décisions".

#### L'ARMEE CAPTURE DES PAYSANS DANS LE SOLOLA

L'armée affirme avoir localisé un foyer de guérilla dans une résidence de San Lucas Toliman, dans le département de Solola ; cette maison appartient au ministre du Développement, René de Leon Schlotter, ex-secrétaire général de la Démocratie chrétienne guatémaltèque. L'armée aurait découvert dans la maison des armes, des vivres et des uniformes ; les paysans Martin Choy, Santiago Cotral et Antonio Pop Gonzalez ont été arrêtés.

Le 5 octobre, un officier de la zone militaire a déclaré au journal Prensa libre que le ministre avait été vu dans la maison 15 jours auparavant ; selon les services de renseignements, il aurait eu des contacts avec des commandants de la guérilla qui opère dans la région.

#### UN MAIRE ASSASSINE

Francisco Landaverry Guerra, 51 ans, membre de la Démocratie chrétienne guatémaltèque, a été assassiné par balles dans la nuit du 3 octobre. Il était maire de Quezaltepeque, département de Chiquimula. Selon des témoins, le maire a été suivi par un groupe d'hommes non identifiés ; il est décédé quelques heures après son admission à l'hôpital du chef-lieu du département.

#### UNE ENQUETE SUR LES ABUS DES PAC

Le 4 octobre, les députés Victor Hugo Godoy et Diego Velasco Brito ont dénoncé les abus commis par les chefs et membres des patrouilles d'auto-défense civile à l'égard de la population civile. Selon les députés, les patrouilles ne sont



pas uniquement utilisées pour lutter contre la guérilla, mais également pour exercer des pressions sur la population civile. De plus, dans la plupart des régions rurales, le patrouillage est obligatoire, ce qui est contraire à la Constitution.

Cette dénonciation intervient 24 heures après l'intégration de 8 mille nouveaux membres dans les patrouilles civiles, et ce malgré l'opposition des secteurs paysan, politique et syndical.

#### INSURRECTION

##### L'ARMEE A SUBI 114 PERTES EN SEPTEMBRE

Selon la station de radio Voz popular, l'armée a subi 114 pertes au cours du mois de septembre. Depuis le début de l'année, la guérilla a donc infligé 1 951 pertes à l'armée, dont 23 officiers. L'organe de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque souligne que les forces de la guérilla opèrent dans 22 départements du pays, et réalisent en moyenne 3 opérations par jour. L'armée perd en moyenne 7 hommes par jour.

#### MOUVEMENT POPULAIRE

##### REPRESSION POLICIERE CONTRE DES GREVISTES

Le 8 octobre, une centaine d'agents du peloton anti-émeutes de la Police nationale a attaqué plus de deux mille travailleurs de l'entreprise portuaire nationale Santo Tomas de Castilla, située sur la côte Caraïbe guatémaltèque, dans le département de Izabal. Les ouvriers de cette entreprise sont en grève pour protester contre la signature d'une charte du travail entre le gouvernement et un syndicat non représentatif.

Dans un communiqué émis le 10 octobre, le Syndicat des travailleurs unis de l'entreprise portuaire Santo Tomas de Castilla (SITRUEMPORNAC) affirme qu'il continuera son mouvement de grève en dépit de la répression gouvernementale. Il dénonce les manoeuvres du gouvernement qui a signé un accord avec un syndicat comptant 200 membres, alors que le SITRUEMPORNAC compte 2 500 travailleurs.

##### DES SYNDICATS APPUIENT LA GREVE DE SANTO TOMAS

La Coordination syndicale du Nord et les associations de travailleurs liées aux activités de l'entreprise portuaire Santo Tomas de Castilla ont exprimé leur consternation devant l'agression policière dont ont été victimes les travailleurs grévistes de cette entreprise. Elles exigent que le gouvernement accepte de négocier pour trouver une solution au conflit.

Le 10 octobre, la Centrale générale des travailleurs du Guatemala (CGTG) a annoncé qu'elle était prête à convoquer à une grève générale si le gouvernement ne satisfait pas aux revendications des travailleurs de Santo Tomas et ne reconnaît pas la personnalité juridique de leur syndicat.

##### DES TRAVAILLEURS OCCUPENT UNE USINE TEXTILE

474 travailleurs, dont 20 femmes enceintes, occupent depuis le 3 octobre les locaux de l'usine Confecciones Transnacionales, située dans la capitale. Les propriétaires de l'usine refusent de régler les salaires de septembre et ont retiré tout le matériel de production des locaux. L'entreprise est poursuivie depuis le mois d'août pour irrégularités administratives. Les travailleurs exigent la réouverture de leur lieu de travail.



DROITS DE L'HOMME

9 PERSONNES ASSASSINEES DANS LE PETEN

Le 29 septembre, 9 personnes ont été enlevées sur la route reliant Melchor de Mencos (à la frontière du Belize) à Ciudad Flores (chef-lieu du département du Peten). On a retrouvé leur corps portant des traces de tortures le 5 octobre. Deux jours plus tard, les habitants de Flores ont découvert dans les environs les restes de six autres personnes.

Les cadavres de huit hommes ont été découverts dans diverses régions de l'intérieur du pays.

CONDAMNATION INTERNATIONALE DU GOUVERNEMENT GUATEMALTEQUE

Dans des textes parus les 5 et 6 octobre, les organisations humanitaires Amnesty International et la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains ont condamné les violations des droits de l'homme au Guatemala survenues en 1988, 3<sup>e</sup> année de gouvernement civil conduit par Vinicio Cerezo. Amnesty International a particulièrement critiqué la réapparition des terribles escadrons de la mort. Selon la CIDH, "il y a toujours au Guatemala des enlèvements, des disparitions forcées, des détentions et des exécutions illégales" ; les forces de sécurité participent à tous ces actes.